

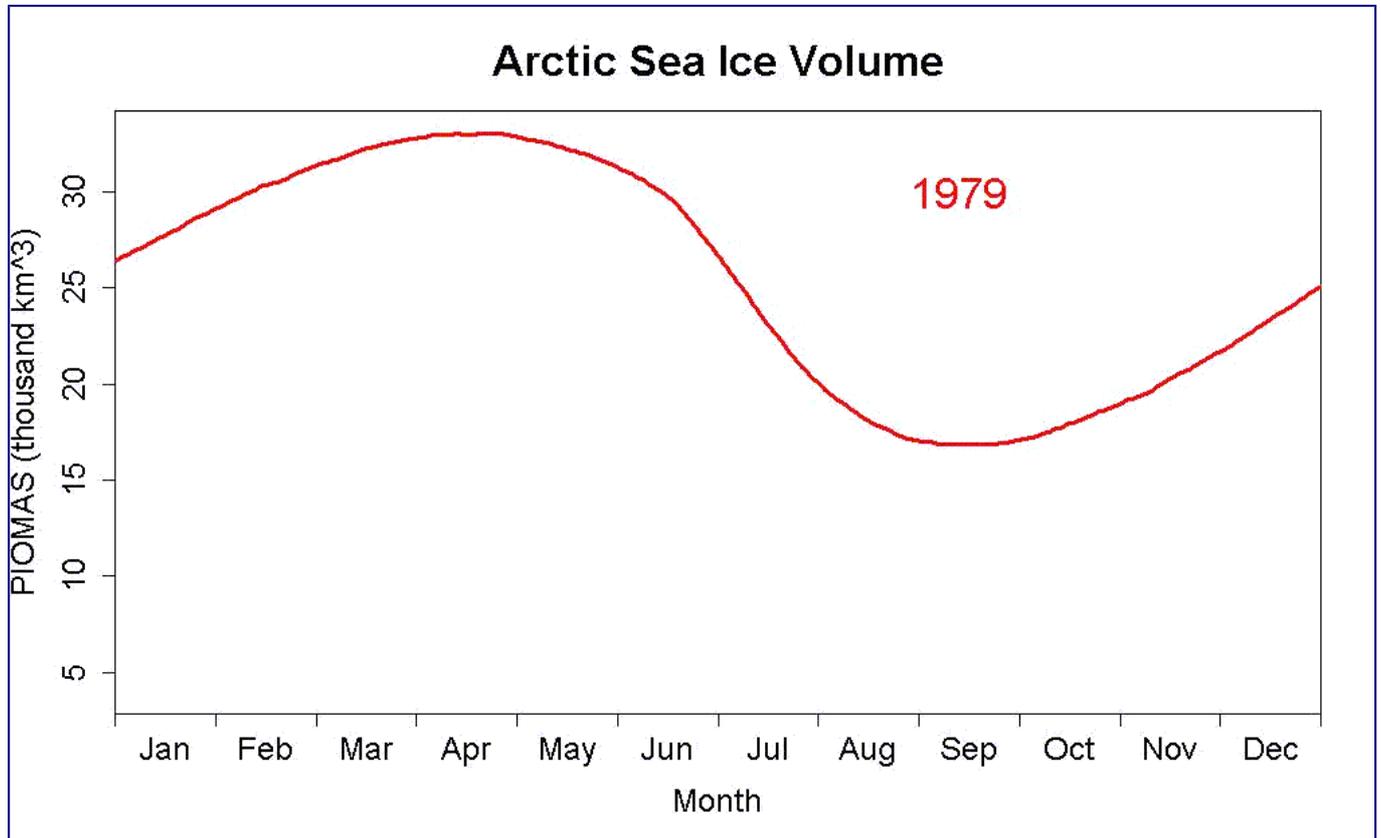
Table des matières

Climat – pic pétrolier : la double-pince se resserre.....	2
OPEP et GAZPROM dans la tourmente.....	4
Le peak oil, c’est fini.....	5
L’Irak, nouvelle clé de voûte (friable) de l’économie mondiale.....	6
Les robinsons d’Amérique.....	10

Climat – pic pétrolier : la double-pince se resserre

Les évènements s'accélèrent sur notre planète finie.

L'humanité semble bien partie pour inscrire l'année 2012 [parmi les plus chaudes jamais enregistrées](#), au même titre [que les douze années qui l'ont précédée](#). La fonte des glaces du pôle Nord [a atteint cet été un nouveau record](#) pour la douzième année consécutive, [la banquise pourrait totalement disparaître durant l'été d'ici quatre ans](#), tout le monde paraît s'en moquer, et Claude Allègre [écrit toujours dans *Le Point*](#).



Voilà pour les conséquences.

Du côté des causes, le fugace vent d'optimiste qui depuis quelques mois parcourait l'industrie pétrolière semble en perte de souffle. Depuis juin, cet optimisme était concentré autour d'un rapport rédigé par l'expert pétrolier italien Leonardo Maugeri. Ce rapport, [dépecé sur \[oil man\]](#), soutient que *Big Oil* pourra sans problème faire face au déclin amorcé par la production des champs pétroliers existants.

L'optimisme affiché par Maugeri a été dans un premier temps complaisamment relayé par de nombreux médias économiques, [à commencer par le *Wall Street Journal*](#). L'autre grand journal économique global, le *Financial Times*, était resté jusqu'ici circonspect. Il aura fallu quatre mois au quotidien financier londonien pour s'assurer que 2+2 ne font pas 12.

Dans une longue analyse parue dans son édition du 8 octobre, le *Financial Times* – après avoir souligné qu'en moyenne, les extractions des champs pétroliers déclinent trois fois plus vite qu'il y a vingt ans – [accuse Leonardo Maugeri de](#)

"révisionnisme", évoquant à propos de son analyse une "rhétorique de l'abondance". Pas moins.

Le scénario du groupe pétrolier français Total concernant l'avenir de la production mondiale de brut, révélé en détail sur ce blog, est compatible avec celui de Maugeri, et apparaît même nettement plus optimiste que lui sous certains aspects décisifs. Faut-il lui aussi le juger révisionniste ?

Le monde se dirige tout droit vers à la fois un réchauffement brutal et irréversible ("*nous allons vers une hausse moyenne des températures de + 6°C*", répète l'Agence internationale de l'énergie - "*sécheresses et autres événements climatiques extrêmes vont se multiplier*", martèle le New York Times) **ET vers une pénurie globale et tout aussi peu réversible d'énergie abondante et pas chère.**

Il fait chaud dans Mad Max.

Olivier Rech, ex-responsable de la prospective pétrolière au sein de l'Agence internationale de l'énergie, qui s'est risqué à pronostiquer sur ce blog un déclin du pétrole "peu après 2015", a été convié à participer à la rédaction d'une étude par le Conseil d'analyse stratégique (CAS), l'organisme de prospective du gouvernement français. Rendu public en septembre dans une grande indifférence, ce rapport conclut à une durable "*orientation à la hausse du prix du pétrole, [accompagnée d'une] forte volatilité*". Ce rapport indique que "*la production de pétrole brut conventionnel, qui semble avoir atteint un 'plateau' depuis 2006, présente un risque de déclin entre 2020 et 2030, voire, pour certains experts indépendants, avant cette date*". Vous avez bien lu, le CAS a dilué et édulcoré les conclusions d'Olivier Rech.

Indifférence, déni, biais : comment avancer en dépit de tout ça ?

Hélas, il suffit de lire la presse pour aboutir à un état des lieux atterrant.

Le "*mécanisme de développement propre*", principal outil de lutte contre le réchauffement mis en place par les Nations unies, est "*proche de l'effondrement*", rapporte le Financial Times. L'accroissement de l'effet de serre ne fait pourtant pas fondre que la banquise : il a d'ores et déjà un impact négatif sur l'activité économique mondiale, d'après un rapport publié par le forum des nations les plus vulnérables face au réchauffement.

Seul point encourageant : il paraît que 77 % des Terriens sont désormais convaincus que le réchauffement est bel est bien réel. C'est toujours ça (et m... à c. a.).

A défaut de sauver le climat, le développement in-dis-pen-sable des pétroles non-conventionnels et extrêmes permettra-t-il de sauver la croissance mondiale ?

L'un des leaders des gaz et pétroles de schiste aux Etats-Unis, Chesapeake, vient de vendre pour 11,6 milliards de dollars d'actifs presque uniquement pour rembourser ses dettes, creusées par la très coûteuse fracturation hydraulique.

Dans l'océan Arctique, au large de l'Alaska, la compagnie Shell a suspendu en septembre ses activités de forage à cause de la glace (il en reste donc encore assez pour enquiquiner les pétroliers). Au large de la Russie, Gazprom a également suspendu son projet commun avec le groupe français Total, visant à exploiter le champ gazier arctique du Shtockman : le coût initial prévu aurait plus que doublé ! Et pourtant, le Kremlin semble prêt à faire beaucoup pour ne pas décourager les compagnies pétrolières étrangères, puisque pour la première fois, Moscou envisage d'autoriser ces dernières à detenir directement des licences d'exploitation.

Après l'annonce du gel (haha) du projet du Shtockman et en un spectaculaire revirement, le président de Total, Christophe de Margerie, a lancé une mise en garde contre les dangers de l'exploitation de l'Arctique. La direction de Shell a immédiatement répondu : "Alors là, c'est vraiment n'importe quoi" (en substance).

Toujours en direction du Grand Nord, les Chinois, devenus les premiers émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre, se précipitent dans la prospection au Groenland, laquelle demeure jusqu'ici à peu près infructueuse...

Tout ceci semble se passer assez loin hors de la portée des radars des dirigeants politiques des vieilles puissances industrielles. Des deux côtés de l'Atlantique, la martingale ultime demeure la rotation de la planche à billet, et ce alors même qu'un dirigeant de la Réserve Fédérale américaine clame que ladite rotation ne mène (comme de juste) nulle part. Richard Fisher, président de l'antenne de la Fed à Dallas affirme que "*personne au sein du Comité de politique monétaire de la Fed, ni au sein de la banque centrale ne sait réellement ce qui entrave l'économie*". Il ajoute : "*Personne ne sait ce qui marchera pour remettre l'économie sur la bonne voie.*"

Le problème n'est-il pas plus... profond, M. Fisher ?

Autre question cruciale, et néanmoins manifestement oiseuse à ce stade : vous ne trouvez pas qu'il fait vachement chaud pour un mois d'octobre ?

OPEP et GAZPROM dans la tourmente

Chronique politique du vendredi matin des Matins Luxe sur Luxe Radio



Oubliez la théorie du pic pétrolier, du baril de pétrole toujours plus rare.

Oubliez la grande peur d'un OPEP du gaz.

Oubliez un OPEP triomphant, alliant le commerce à la politique.

Oubliez les prophéties de l'ingénieur, Jean Laherrère, qui annonçait dès 1998, la fin du pétrole bon marché et le Pic pétrolier pour 2015.

Certes, les découvertes de pétrole et de gaz se multiplient. Les investissements en exploitation-production devraient augmenter cette année de plus de 13%. Sur les neuf premiers mois de cette année, plus de 146 nouvelles découvertes de gisement ont été recensées dans le monde. Ce dynamisme résulte d'investissements massifs, justifiés par les niveaux de prix du pétrole.

Mais cela n'explique pas tout. Le rôle de l'élément provocateur revient au gaz de schiste américain. On assiste aux Etats Unis à une véritable ruée vers l'or noir des gisements de schiste. Des trésors de gaz et de pétrole y ont été révélés grâce à la technique de fracturation hydraulique des roches. Ceci bouleverse la donne énergétique et remet en cause les alliances politiques et le règne des pétrodollars.

La toute puissance du russe Gazprom est remise en cause, bousculé par ce gaz de schiste tant décrié. C'est une véritable révolution que le géant russe n'a pas vu venir. Il a été, d'ores et déjà, contraint d'abandonner son projet d'exploitation du gisement de shtokman, prévu pour approvisionner les Etats-Unis. La montée en puissance de l'exploitation pétrolière en Amérique, la production gazière qui prend des allures de raz-de-marée, sont en train de réaliser un véritable contre-choc pétrolier. « Notre facture annuelle de gaz est de 500 millions d'euros, elle serait de 200 millions, si nous produisions aux Etats-Unis », expliquait il y a peu le patron du groupe chimique belge Solvay.



Les américains n'ont plus besoin du gaz russe, bien plus, leur surplus, aussi bien en gaz qu'en pétrole, va bousculer la hiérarchie entre les différentes sources d'énergie. Ils vont faire voler en éclats les tarifs d'approvisionnement à long terme exigés de Gazprom et de la Sonatrach. Tôt ou tard, ils vont finir par faire chuter le pétrole de son piédestal. On va vers les 50 dollars le baril en 2015 prédisent d'ores et déjà certains experts. Une chose est certaine, les conséquences géopolitiques vont bouleverser le paysage mondial. Si le règne du pétrole à 180 dollars le baril touche à sa fin, les pays qui ont vécu jusqu'à présent sur la manne des pétrodollars, devront procéder à des révisions déchirantes et vraisemblablement abandonner leur recherche d'hégémonie religieuse. Ils devront



adapter leur politique étrangère avec la nouvelle stratégie géopolitique de Washington qui va s'en suivre. Le Kremlin devra revoir sa copie, ne disposant plus de ce bras armé de sa politique étrangère, commode et efficace, qu'a été et est encore, Gazprom. Rappelez vous de la guerre du gaz avec l'Ukraine.

Le peuple des investisseurs est en train de se rendre compte de cette nouvelle donne, et leur influence sur les cours mondiaux, vont amplifier ce contre-choc pétrolier.

Le peak oil, c'est fini

Le 12 octobre 2012 par Valéry Laramée de Tannenberg



La Chine sera le plus gros consommateur mondial de pétrole dès 2017.

La peur de manquer d'hydrocarbures et d'en payer les conséquences, tant économiques que stratégiques, s'éloigne. Et la carte mondiale du pétrole est bouleversée. Telles sont les deux principales conclusions du dernier rapport sur l'économie pétrolière mondiale que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) vient de publier.

Imaginant l'évolution de l'offre et de la demande mondiales de pétrole et de produits pétroliers, pour la période 2011-2017, le [Medium-Term Oil Market Report 2012](#) (MTOMR 2012) annonce de petits et de grands changements.

Contrairement aux craintes distillées les années passées, le monde, malgré un appétit croissant, ne manquera pas de pétrole. Selon les projections de l'AIE, la demande de brut devrait dépasser, en 2015, les 95 millions de barils par jour, contre 90 en 2012. Dit autrement, la croissance économique mondiale devrait progresser de 3,9% par an en moyenne sur la période, quand la demande de pétrole progressera, elle, juste de 1,2% par an. Cet appétit sera essentiellement celui des pays émergents qui progressera de 2,9% par an.

A contrario, la demande occidentale déclinera de 0,4% par an. Conséquence directe: dès 2016, la consommation des pays de l'OCDE sera dépassée par celles des pays émergents ou en voie de développement. Une première !

En 2017, ces pays émergents deviendront définitivement les plus gros consommateurs d'huile, de gaz naturel et autres hydrocarbures. La même année, estime l'AIE, la Chine sera devenue la première économie du monde, devant les Etats-Unis. Mais les ceux-ci ne devraient toutefois pas s'en sortir trop mal.

Car, autant la Chine devrait accroître ses importations de produits énergétiques, autant l'Oncle Sam devrait diminuer les siennes. Disposant des meilleures technologies d'extraction et d'importantes infrastructures de transport, de raffinage et de distribution, sans oublier l'accès aux fabuleux gisements d'hydrocarbures non conventionnels américains et canadiens, Washington va réduire comme peau de chagrin ses imports de brut.

Par ailleurs, le marché pétrolier devrait voir arriver quelques revenants imposants. L'Irak et la Lybie devraient retrouver d'importantes capacités de production ; lesquelles feront plus que compenser la forte baisse annoncée (sanctions internationales obligent) des exportations de brut iraniennes.

Au total, la capacité de production pourrait atteindre les 102 millions de barils par jour (md/j) : +9,1% par rapport à 2011. Les experts de l'AIE estiment que l'Amérique du nord et l'Irak fourniront 60% de cette croissance. La capacité de production dépassant largement les besoins estimés (102 mb/j contre 95 mb/j en 2017), les prix devraient logiquement s'en ressentir.

L'AIE estime à 89 dollars le prix du baril, en 2017, contre plus de 110 dollars, en 2011. Sur le plan environnemental, les conclusions du *MTOMR 2012* ont de quoi inquiéter. La consommation de produits pétroliers va progresser de plus de 5%, ce qui augmente mécaniquement les émissions de CO₂. Seule consolation : la croissance économique augmentant bien plus vite que la demande d'huile, on assistera à une diminution de 2,5% par an de l'intensité pétrolière de l'économie mondiale. Piètre compensation.

L'Irak, nouvelle clé de voûte (friable) de l'économie mondiale

... où il est question du chantage exercé sur Bagdad par Exxon (et accessoirement par Total), qui pourrait bien décider de l'avenir de l'Irak en tant qu'État.

L'Irak pourrait doubler sa production de pétrole d'ici à 2020, et devenir en 2030 le deuxième exportateur mondial de brut, affirme l'Agence internationale de l'énergie (AIE) [dans un rapport publié au début du mois](#).

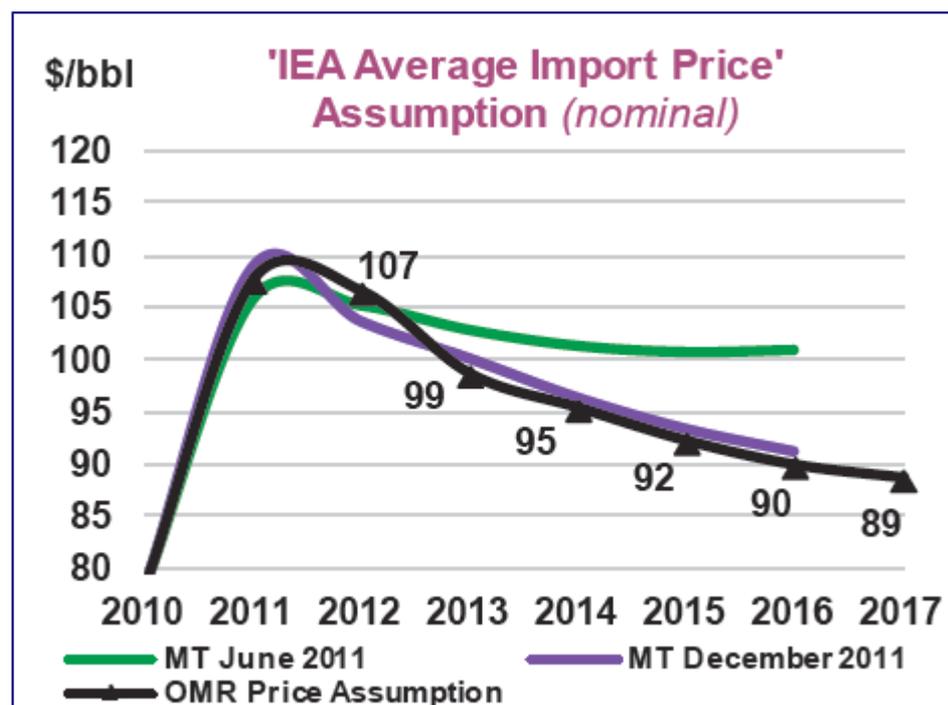
La production irakienne, en progression depuis 2005, pourrait atteindre selon l'AIE 6,1 millions de barils par jour (Mb/j) dès 2020 et 8,3 Mb/j en 2030, contre 2,8 Mb/j l'an dernier.

Toujours meurtri par un quart de siècle de guerres, d'embargo et de terrorisme, l'Irak serait donc voué à assumer le rôle décisif dans le système énergétique global de demain – au moment où [les extractions iraniennes de brut sont au plus bas](#) à cause des sanctions américaines et européennes, et où [l'Arabie Saoudite prévient qu'elle aura bientôt des difficultés à maintenir son niveau d'exportation](#).

Ce statut crucial promis à l'Irak n'a rien d'une surprise. Dès 2007, deux ans après le retour à un calme relatif dans le pays, le directeur économique de l'AIE lançait une mise en garde au cours d'un entretien avec moi : [à défaut d'une relance vigoureuse des extractions irakiennes, le marché pétrolier mondial irait dans "un mur"](#).

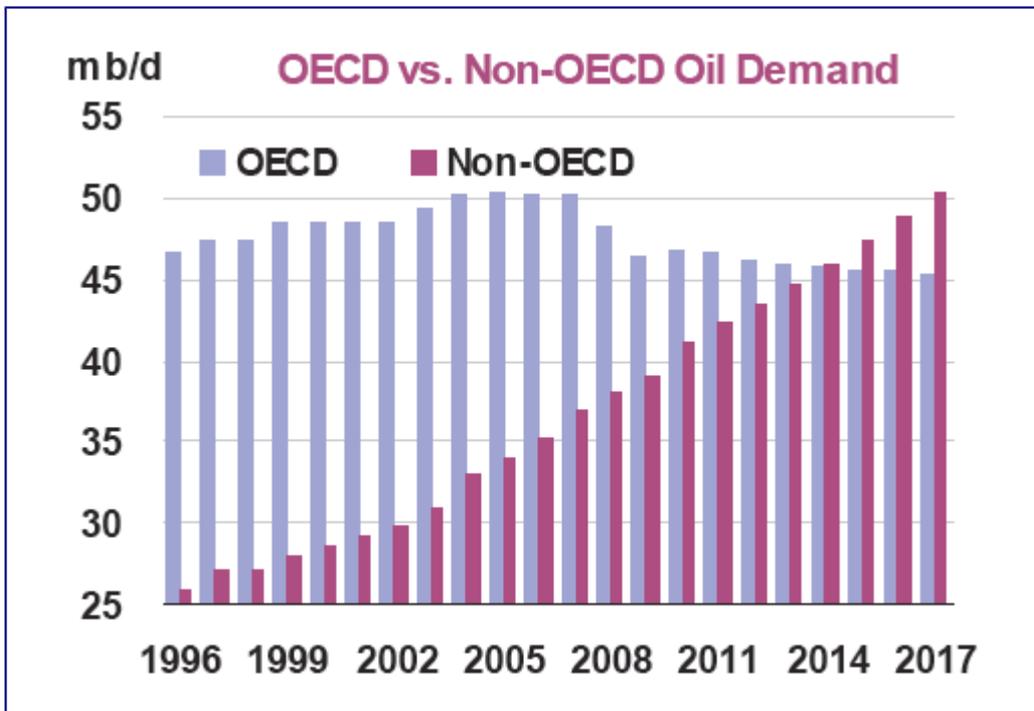
Le mur est en train d'être évité, rassure désormais l'AIE :

la renaissance du pétrole irakien, associée d'une part, côté offre au développement rapide des pétroles de schiste aux Etats-Unis, et d'autre part, côté demande, au tassement de la croissance de la demande mondiale, devrait permettre d'assagir les cours du brut au cours des cinq prochaines années.



Jusqu'à où la résurgence de la production pétrolière nord-américaine peut-elle se poursuivre ? Nous y reviendrons dans un tout prochain post.

Quant au tassement de la croissance de la consommation mondiale, remarquons pour l'heure qu'elle apparaît toute relative : la demande pourrait selon l'AIE atteindre 95,7 Mb/j dans cinq ans, contre 89,8 aujourd'hui. Certes, la crise économique des vieilles puissances industrielles est en passe d'entériner dans ces pays, et [notamment en France](#), une baisse importante de la consommation de brut, sans précédent depuis le choc pétrolier de 1979. Cependant, l'inconnue majeure demeure l'évolution à venir de la demande des économies émergentes (Chine, Inde, Brésil, etc.), dont la forte progression n'a jusqu'ici guère été affectée par la crise. L'AIE annonce d'ailleurs l'imminence d'un tournant historique : dès 2015 et pour la première fois, la demande des pays riches de l'OCDE devrait être surpassée par celle du reste du monde. Notons au passage que malgré un ralentissement du rythme de croissance de son économie, la Chine [a enregistré en septembre une nette progression de ses importations de brut](#).



Mais revenons à l'or noir de l'Irak, le paramètre clé de l'équation énergétique mondiale.

L'AIE souligne dans son rapport que pour réussir à doubler ses extractions d'ici à 2020, l'Irak devra, en premier lieu, être capable d'attirer beaucoup plus d'investissements qu'elle n'y parvient pour l'instant :

"C'est pendant la décennie en cours que les besoins en investissements annuels [*devront être*] au plus haut, avec plus de 25 milliards de dollars par an en moyenne : **un bond significatif depuis les 9 milliards de dollars d'investissement estimés dans le secteur énergétique irakien en 2011.**"

Deuxième condition nécessaire selon l'AIE : "*La principale augmentation de production [devra être] fournie par les gisements géants qui se concentrent dans le Sud du pays, à proximité de Bassorah.*" Des champs endommagés depuis 1980 par trois guerres et une décennie d'embargo.

Troisième et dernière condition nécessaire : la "*résolution des différends relatifs à la gouvernance du secteur des hydrocarbures*" au Kurdistan, dans le Nord du pays. Depuis la fin de la guerre, la question de cette gouvernance divise profondément le gouvernement central de Bagdad et l'autorité autonome du Kurdistan irakien.

Qu'il s'agisse de la première, de la deuxième ou de la troisième condition, les derniers développements en Irak confirment (pour dire vite) que rien de tout ça n'est gagné.

Exxon affirme être en train de mettre à exécution une menace qu'il laissait planer depuis plusieurs mois. Le géant pétrolier américain [a annoncé le 18 octobre](#) qu'il cherche à céder ses intérêts dans [un colossal contrat de 100 milliards de dollars visant à remettre en état le champ endommagé de West Qurna](#), le [principal champ pétrolier irakien, situé dans le Sud du pays](#), sans doute le deuxième plus important du monde. La principale compagnie pétrolière américaine bluffe-t-elle ?

Exxon a dans le même temps [fait savoir qu'il démarrera des forages au Kurdistan avant la fin de l'année](#), forages prévus par des contrats passés avec l'autorité autonome kurde, mais que refuse de reconnaître le gouvernement central de Bagdad.



Une installation sur le champ pétrolier de West Qurna, sans doute le deuxième plus important du monde - crédit AP

Le gambit auquel Exxon se prépare – le sacrifice du pétrole du Sud chiite pour celui du Nord kurde – [a déjà été présenté sur ce blog en 2011](#). Plus précisément, il s'agit d'un chantage visant à forcer la main du gouvernement en place à Bagdad. Explications

Les dirigeants kurdes d'Irak comptent sur le levier du pétrole pour asseoir l'autonomie, voire l'indépendance de fait de leur région. Le contrôle que les Kurdes exercent sur le Nord du pays depuis l'issue de la guerre du golfe, avant même la chute de Saddam Hussein, ne laissent aux compagnies pétrolières étrangères pas d'autre choix que de négocier directement avec eux.

[MàJ - Les Kurdes d'Irak ont annoncé le 23 octobre, au lendemain de la parution de cet article, avoir commencé à exporter du pétrole de façon indépendante, par camion, via la frontière turque, au grand dam de Bagdad. Les clients sont deux des leaders mondiaux du négoce pétrolier, Transfigura et Vitol, [rapporte l'agence Reuters](#). Coïncidences ?...]

Pour contrer les Kurdes et relancer une économie exsangue, le gouvernement central de Bagdad, essentiellement divisé entre influences chiite et sunnite, a d'autant plus besoin de voir repartir rapidement la production de West Qurna et des autres champs du Sud de l'Irak.

Mais la remise en état de la production du Sud du pays (où la population chiite est majoritaire) s'avère très coûteuse, et s'annonce peu profitable pour les pétroliers occidentaux qui s'en chargent. Bagdad a accepté de payer Exxon et son partenaire Shell 1,90 dollar pour chaque baril supplémentaire qu'ils seront capables d'extraire, à mesure que progressera la remise en état du champ de West Qurna. *"Un paiement qui permettrait à peine de couvrir les coûts"*, [estime le Wall Street Journal](#).



L'Irak, un pays divisé. De gauche à droite, le sunnite Osama al-Nujaifi, le porte-parole du parlement irakien, le président de la région autonome du Kurdistan Massoud Barzani, le président irakien (kurde) Jalal Talabani, le chef religieux chiite Moqtada al-Sadr et l'ex-premier ministre chiite Ayad Allawi en pourparlers en avril dans la ville majoritairement kurde d'Erbil, l'une des plus vieilles ville du monde. Crédit : Reuters.

Un dirigeant d'Exxon [accuse désormais Bagdad](#) de n'avoir aucun égard *"pour la valeur du temps et de l'argent"*. Il faut dire que le gouvernement central a plusieurs fois menacé de suspendre ses paiements à Exxon pour la remise en état de West Qurna, si la firme américaine persiste à le court-circuiter, en négociant directement avec les Kurdes la prospection et l'exploitation du pétrole du Nord de l'Irak.

Bagdad [a posé un ultimatum similaire au pétrolier français Total](#). La plupart des *majors* présentes en Irak semblent faire front commun derrière Exxon.

Pendant ce temps, l'administration Obama [enjoint \(mollement\) les majors, et en premier lieu Exxon, à négocier d'abord avec Bagdad](#). Manifestement, la fille aînée de la Standard Oil n'en a cure.

Le gouvernement central irakien a également gelé l'attribution de licences aux compagnies pétrolières turques, qui sont géographiquement en position idéale pour faire sortir par la frontière nord de l'Irak le pétrole des Kurdes, ennemis séculaires de la Turquie.

C'est là la plus piquante, mais non la plus vertigineuse des ironies de la situation.

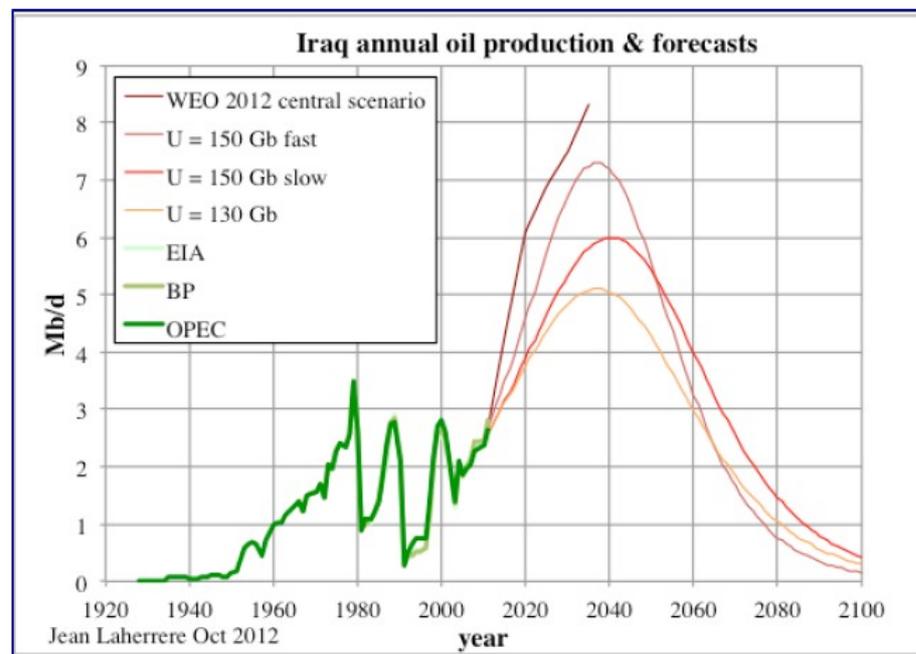
Dix ans bientôt après l'invasion de l'Irak par la coalition conduite par les Etats-Unis, le partage de la manne pétrolière irakienne entre Kurdes, sunnites et chiïtes n'est toujours pas réglé. Bien au contraire, l'Irak semble être à la veille de l'épreuve de force qui pourrait décider de son avenir en tant qu'Etat. Un Etat dont les frontières ont été dessinées par les Britanniques en 1921, à la veille de l'arrivée des trépan occidentaux, avec l'objectif manifeste de faire de l'Irak une nation perpétuellement divisée et faible.

Autre remarque, qui revêt bien pire que de l'ironie :

n'est-il pas frappant de voir l'or noir irakien promis au rang de variable d'ajustement ultime de la production future de l'Opep, au moment même où l'américain Exxon fait chanter Bagdad, et dix ans après la coûteuse invasion de l'Irak imposée par le pétrolissime président américain George W. Bush au nom de prétextes mensongers ?

(Certains des principaux indices suggérant que l'invasion de l'Irak ne fut pas autre chose qu'une guerre du pétrole [ont été présentés sur ce blog](#).)

Concernant, pour finir, les capacités futures de production pétrolière de l'Irak, Jean Laherrère, le co-fondateur de l'[Association pour l'étude du pic pétrolier](#), ancien patron des techniques d'extraction du groupe Total, les voit sensiblement en dessous des prévisions de l'AIE :



Les trois courbes "U" correspondent aux hypothèses de Jean Laherrère : deux hypothèses de ressources ultimes supérieures aux ressources actuellement "prouvées" (115 Gb, c'est-à-dire milliards de barils), dont la plus haute, 150 Gb, est partagée en une exploitation rapide et une exploitation lente. (A noter qu'une exploitation plus rapide débouche automatiquement sur un déclin plus précoce et plus rapide.)

Rappelons que les pronostics de Jean Laherrère [se sont avérés jusqu'ici nettement plus pertinents que ceux de l'Agence internationale de l'énergie](#).

PS. Ultime remarque, hors sujet celle-là ([quoique](#)) : ça se confirme, il fait vachement, mais alors vachement chaud pour un mois d'octobre...

Les robinsons d'Amérique

[L'excellente revue XXI](#) dans son dernier numéro consacre un joli article sur ceux qui aux Etats-Unis refusent la société de consommation. Ils vivent en dehors des schémas économiques traditionnels, s'efforçant le plus possible de vivre en autarcie. C'est le photographe Lucas Foglia qui a sillonné pendant quatre ans, de 2006 à 2010 le sud du pays pour partir à la rencontre et partager le quotidien de ceux qui ont fait le choix d'une vie différente.



Ils font partie de cette mouvance de [prepping ou de survivalisme](#) qui pousse les gens à revenir à la terre et à une vie simple. C'est la "crise", le chômage, les saisies immobilières, la paupérisation ambiante qui instille un climat de sourde angoisse pour le futur.

Dans ce dossier de XXI, il y a l'exemple de Lowell, ancien chef de projet pour une entreprise de turbines électriques, qui est convaincu du déclin de l'économie américaine.

[Les off-grids](#) qui vivent "hors réseau", sur des sites isolés, pour l'eau, l'électricité ou le chauffage font également partie de ce mouvement non revendicatif, simplement différent. Il y a déjà près de 200 000 américains qui vivent comme cela, notamment pour des questions de sécurité énergétique.

Ce post a simplement pour objet de parler de ceux qui finalement, et même s'ils ont choisi une certaine forme de radicalité sociale, illustre assez bien ce que peut-être une vie affranchie du tout [pétrole](#), ou de la fragilité non apparente des circuits de distribution alimentaire.